



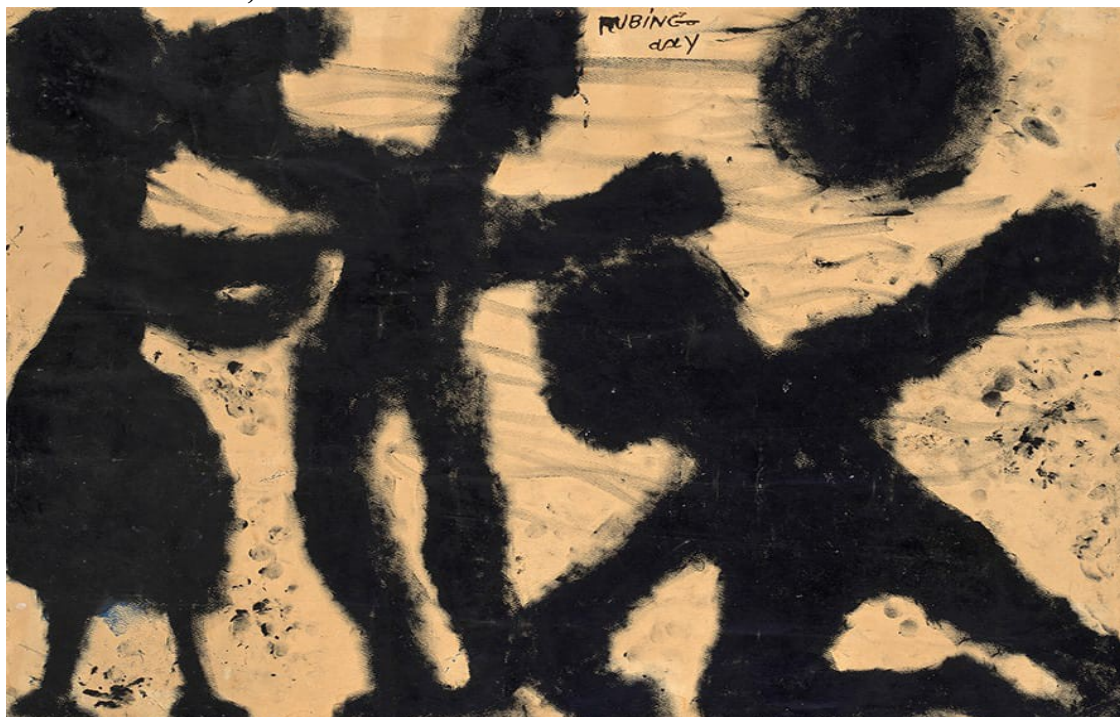
> Les blogs du « Diplo » > **La pompe à phynance** ⓘ ↗

Les jours d'après (Questions stratégiques 1)

<https://blog.mondediplo.net/les-jours-d-apres-questions-strategiques-1>

Du débat auquel le site Hors-Série m'a convié avec Jean-Luc Mélenchon, on pourrait dire simultanément qu'il a été surabondant (voire un peu parti dans tous les sens) et qu'on en aurait voulu davantage. Mais nous ne pouvions pas aller au bout de tout. Il y a donc lieu de poursuivre, si l'on veut. Notamment l'anticipation de ce que serait un pouvoir insoumis. Non pas, certes, pour célébrer prématurément, mais pour creuser plus profondément une indispensable expérience de pensée. Au cas où.

par Frédéric Lordon, 6 mai 2026



Il a été élu – Mélenchon. Et il a « son » gouvernement. Tout commence. Tout, quoi ?

La réaction, en premier. Le tableau de ses mouvements est connu, il a déjà été dressé : médias en folie, marchés obligataires dégonvés, taux d'intérêt ascensionnels, Banque centrale et Commission européennes prêtes à bondir, sabotage patronal. Entre réactions systémiques et intentions particulières de nuire, tout conspire à la mise en échec.

Bien sûr, dans les degrés de liberté de la politique économique, il y a de quoi

manœuvrer : 1) convaincre une fraction du patronat d'au moins attendre et voir — et mesurer qu'elle peut trouver son compte, par exemple dans le compromis de la planification écologique ; 2) convaincre la Commission que la taxation des riches et du capital a au moins le mérite de rétablir la situation des finances publiques — et puis lui faire avaler qu'il y aura de-ci, de-là quelques « désobéissances » (aides d'État, marché de l'énergie, etc.) ; 3) à ce propos, parler à nouveau au patronat, lui expliquer que la redistribution fiscale fait les relances par la consommation et qu'elles lui sont en fait avantageuses — contrairement à ce qu'il croit (ou feint de croire), ce ne sont pas « les entreprises qui créent l'emploi », c'est la conjoncture telle qu'elle détermine le volume général de l'activité, et les quantités de travail, donc les créations de postes qui leur correspondent, et ceci dépend aussi des stimulations de la politique économique. Bref, expliquer à « tout le monde » que « ça va bien se passer » et qu'on se détende un peu.

Tout ceci, cependant, sous condition de rationalité minimale du camp du capital, et de sa capacité à se départir de son animosité viscérale-réflexe pour examiner un peu froidement ses intérêts objectifs. Malheureusement, on sait depuis Marx que la bourgeoisie quand elle est livrée à ses éructations n'est même pas capable d'être fidèle à « *ses intérêts grossiers et malpropres* ». Fragilité de la stratégie gouvernementale bâtie sur une hypothèse de rationalité aussi contingente.



Lire aussi Vivek Chibber, « [La bataille culturelle ne suffit pas](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2026.

Il est certain qu'à la FI on a conscience du problème. Les évocations de la « révolution citoyenne » en témoignent. On ne va pas rediscuter ici du caractère réellement révolutionnaire — c'est-à-dire anticapitaliste (non) — de la « révolution citoyenne ». Au-delà de sa nature participative-constituante, qui aura du mal, en soi, à faire face à l'attaque proprement économique de la bourgeoisie (disons les choses : les marchés obligataires ne seront pas impressionnés), on choisira d'entendre la « révolution citoyenne » comme une métonymie de « soutien populaire ». Le fait est qu'il sera requis. S'il se

manifestera, c'est là toute l'affaire.

Or, à ce propos, on peut formuler deux hypothèses stratégiques — radicalement contradictoires.

Hypothèse 1. De la passivité électorale à l'inertie

Lors du [débat organisé par Hors-Série](#), Jean-Luc Mélenchon a dessiné la première — comme celle qu'il s'agissait de conjurer. Les socialistes arrivant au pouvoir en 1981, rappelle-t-il, étaient persuadés qu'à la manière de 1936, un mouvement populaire prendrait aussitôt la rue dans la foulée de la victoire électorale. Ce fut le désert. Magistrale erreur de tir qui n'avait pas convenablement pris la mesure du premier effet de la « démocratie électorale » façon V^e république : la formation d'un habitus de la passivité, l'activité politique réduite au bulletin dans l'urne suivi de rendormissement immédiat. À force de pouvoir séparé, à force de verticalisation et d'exclusion méthodique des citoyens de toute forme d'association à la décision politique, le pli a fini par être pris : « on vous a donné les clés du camion maintenant vous conduisez le camion ». Dit autrement : ne pas compter sur nous pour pousser à la roue. De fait, en 1981, personne ne s'est présenté au cul du camion.

L'extrapolation de 1981 à partir de 1936 était erronée. Quarante-six ans plus tard, il y a peu de chance qu'elle ne le soit pas davantage encore. Au moment pourtant où elle sera des plus nécessaires. Car on ne tiendra pas pour certain que savantes manœuvres et louvoiements habiles sauront convaincre la bourgeoisie (réaction) d'y regarder à deux fois. Intentionnellement (Medef, UE) ou non (marchés obligataires), il s'agira de mettre la politique économique insoumise en échec — et de jeter de l'huile sur le feu (médias) en faisant mine de s'en inquiéter. Si les choses se passent ainsi et que l'échec commence à mordre (il mordra comme chômage), il ne faudra plus espérer de soutien populaire de quelque sorte : produite par la réaction, la situation retombera sur le gouvernement — c'est tout le but de la manœuvre.

Le soutien populaire doit donc se former *avant*. Telle est à l'évidence la tâche de mobilisation assignée à la « révolution citoyenne », justement supposée embrayer dans la foulée. La question demeurant de savoir si, et qui, cette mobilisation pourra bien mobiliser. Émettons un doute : les ateliers d'écriture constitutionnelle comptent sans doute leurs amateurs — citoyens éclairés, participalistes dans l'âme, nostalgiques de Nuit debout —, mais ces amateurs font-ils des masses combattantes ?

On dira qu'en plus d'être injuste, cette anticipation est erronée, et que le Chili en a donné la démonstration. À ceci près tout de même que l'issue du processus n'a pas été exactement celle escomptée, et que les biais de la participation « constituante », plus politisée que la moyenne de la population, n'ont pas résisté au suffrage général — spécialement sous le matraquage de médias bourgeois déchaînés qui n'allaient pas louper si belle occasion de se

refaire. Admettons malgré tout, pour pousser l'expérience de pensée jusqu'au bout : il y a participation large, il y a référendum, et voici la VI^e. Une question demeure : une Constitution donne-t-elle des outils adéquats pour résister au sabotage économique de la réaction bourgeoise – à la finance déchaînée, aux taux d'intérêt, à l'investissement effondré, au chômage ?

Hypothèse 2. Mouvement, débordement, conflit

Retour à la case départ : la réaction réactionne, elle jette toutes ses forces dans la bataille, son arsenal est économique, et imposant ; pour toute sa bonne volonté, la nouvelle Constitution n'y peut pas grand-chose. La participation constituante était un joli soutien, mais ça n'était pas le bon soutien. Le « bon soutien » vise direct dans le dur : le dur du partage de la valeur ajoutée, des conditions de la production, des statuts de l'emploi. C'est ici normalement qu'est appelée la deuxième hypothèse stratégique, contradictoire à la précédente. L'hypothèse 1, c'était le triomphe inertiel de la passivité, éventuellement corrigé d'activité constituante, mais un peu à côté de la plaque. L'hypothèse 2, c'est celle du Front populaire *redux* : ça descend dans la rue, et pas pour écrire une Constitution. Pour entrer dans le dur, précisément.

Si toutes les forces de la dépossession démocratique à l'œuvre, si tous les mauvais plis formés de longue date, poussent à l'hypothèse 1, comment l'hypothèse 2 pourrait-elle advenir ? À la vérité, personne n'en sait grand-chose. À défaut de *la* « formule », on cherche les facteurs propices. On en voit deux.



Lire aussi Frédéric Lordon, « [La crise scélérate](#) », *Le Monde diplomatique*, mai 2026.

1) [La crise](#) — dont personne ne semble encore bien mesurer l'ampleur — qui battra son plein d'ici la fin de l'année début de la suivante. La crise de trop ? On aimerait bien cette fois-ci – après celle de 2008-2010s. Un événement terriblement ambivalent en tout cas, entre dévastations sociales et possibilités politiques inédites. Profiteurs pétroliers de crise, banques à sauver de nouveau,

retombée des conséquences pour la population seule : le cocktail de la colère. Il faudra y mettre le feu, désigner le responsable du désastre : le capitalisme financiarisé, le constituer en ennemi, poser la légitimité — presque au sens de la légitime défense — de l'abattre, c'est-à-dire d'en transformer radicalement les structures, celles de la déréglementation de tous les marchés, de la concurrence, de la finance — de l'euro qui les récapitule toutes.

2) Il y aura la crise, comme potentialité, mais il lui faudra des auxiliaires, comme « réalisateurs ». Disons les choses : des agitateurs. Bien sûr, il sera de l'intérêt de la FI en période électorale de commencer à agiter elle-même. La question est : jusqu'où ? C'est qu'à la fin on aura « un gouvernement responsable » à tenir, « pas une ZAD ». Les gouvernements n'aiment pas le désordre. Quand on est dedans ou qu'on aspire à y être, c'est une logique qui se défend. Mais c'est une logique qui n'épuise pas toutes les logiques. Par conséquent, il y aura des porteurs d'autres logiques, des agitateurs plus enclins à l'agitation — entendre : à ne pas faire dans la censure des objectifs. Il y en aura parce qu'eux aussi auront mesuré la largeur de la fenêtre historique.

Nous voilà gentiment arrivés dans l'hypothèse 2. Au début, en fait, les choses se passent plutôt bien : les diverses logiques sont alignées, concourantes. Il y a la logique du gouvernement en accession qui appelle au soutien, qui y pousse un peu même. Il y a la logique non contrainte des agitateurs du dehors, syndicalistes pugnaces affranchis des directions, militants communistes révolutionnaires, etc. On appelle ça une alliance objective. Car, à l'image de 1936, un gouvernement pour une fois de gauche crée les conditions de possibilité du mouvement social. Il a la main sur la police. Alors il n'y aura pas de CRS venus défoncer les piquets de grève, pas d'expulsions violentes en cas d'occupations — ne doutons pas que l'idée d'occuper viendra à certains (agitateurs). Par parenthèses, c'est le moment précis où l'on s'aperçoit que regarder uniquement le « peuple des réseaux » en ayant complètement oublié la classe des travailleurs est une fameuse boulette : car dans l'affrontement avec la bourgeoisie, seule compte la capacité de mettre la production à l'arrêt. Seule compte la grève. La grève, et le capital plie — forcément, ça n'est pas lui qui *produit*. L'occupation, et le capital est *out*.

Le gouvernement avait besoin d'une manifestation de soutien qui impressionne le capital : il l'aura. Le mouvement de soutien avait besoin d'une absence d'hostilité de l'État : il l'aura aussi. Viendra pourtant, inévitablement, l'entrée en conflit de ces deux forces d'abord alignées. On pense évidemment à 1936, tout comme au premier New Deal. Même si l'histoire ne se rejoue jamais à l'identique, ce sont de bonnes références, parce que leurs enchaînements *formels* sont transportables (se sont déjà transportés) dans le temps, et surtout parce qu'ils indiquent des « intensités historiques » qui vont se trouver de nouveau à l'ordre du jour.

Les enchaînements formels, ce sont ceux des rapports entre les masses en mouvement et les institutions : gouvernements, syndicats — ces derniers ayant censément un pied de chaque côté, en réalité bien plus d'un côté que de

l'autre : les syndicats sont des institutions, dont les intérêts d'institutions sont entièrement pris dans le système institutionnel. Qu'elles n'ont donc aucune envie de bousculer. Les syndicats n'aiment que les mouvements réfugiés sous leur contrôle, ont une sainte horreur des débordements, c'était déjà le cas — argument *a fortiori* — quand ils étaient sur le papier des syndicats de lutte de classes et de renversement du capitalisme. Lorsque s'ouvre la fenêtre historique « 1936 », même la CGT de Léon Jouhaux, n'a aucun projet de rien renverser, est bien trop contente de « négocier des compromis historiques » à la table du pouvoir — des pouvoirs : en être. On repense aussitôt à Mai-68 et à la séquence d'ouverture du film *Reprise*, dont le titre dit tout ; presque soixante ans plus tard on considère Sophie Binet et sa direction. Et en effet tout est dit.

En 1936, la CGT c'est le PCF, et le PCF c'est Maurice Thorez, qui recommande de savoir terminer une grève « *dès que satisfaction a été obtenue* ». Mais qui a fixé le seuil de « satisfaction » ? Pourquoi ici et pas plus loin ? En tout cas la grève s'arrête. Il y aura eu l'alliance objective, elle aura été heureuse, fructueuse, n'aura pas eu le temps de (trop) mal tourner — avec pour contrepartie, donc, de se suspendre, pourtant si bien partie. Qu'arriverait-il au possible équivalent Front populaire de 2027 sous gouvernement FI ? Probablement de se mettre de travers à un moment ou à un autre. Des logiques momentanément alignées, et puis qui divergent quand l'une estime avoir son compte et que l'autre a envie de pousser plus loin — aussi loin que possible. Sait-elle d'ailleurs elle-même jusqu'où ?

Déborder, mais pour faire quoi ?

Cette logique-là répondra sans doute « communisme ». Mais quelle idée s'en fait-elle ? — quelle idée pas trop vague. Car c'est une excellente chose de dire « abolition de la propriété lucrative » — c'est même par-là qu'il faut commencer. C'en est une tout autre que d'esquisser a minima comment, la propriété lucrative abolie, *s'organiseraient* la production et la reproduction matérielles, dans quels ensembles institutionnels un peu concrètement dessinés — figurés. Dire « auto-organisation », ou « souveraineté des travailleurs » ne peut pas suffire. Comment s'effectueraient les avances en financement ? Comment seront organisées les fonctions collectives ? Comment sera pilotée la division du travail ? Comment les individus s'y inséreront-ils dès lors qu'ils seront relevés de la tyrannie salariale et de l'emploi capitaliste ? Quelle place restera-t-il pour du marché ? Pour la monnaie ? Avec quelles conséquences d'ensemble sur le niveau de vie matérielle ? Et quel degré de conscience de leur nécessité ? Tant de questions, si peu de réponses pour l'heure

C'est dans ce vide relatif que revient en force la logique gouvernementale, avec toutes ses mauvaises bonnes raisons : si le mouvement débordant ne sait pas très bien où il va — et c'est vrai qu'il ne le sait pas très bien —, le gouvernement, lui, sait ce qu'il a sous la main : un cadre en place, qui garantit des continuités minimales de la vie matérielle. Et puis (surtout) le désir de ne

pas s'auto-dissoudre le pouvoir à peine conquis ! Ici, la logique gouvernementale dira que la société n'est pas prête pour le grand saut communiste, pour les sacrifices qu'il suppose — et elle n'aura pas tort. On peut se raconter des histoires en couleurs, il n'est pas vrai qu'il y ait un désir de communisme dans la société, entendre : suffisamment affirmé pour soutenir les conséquences de ce qu'il veut. La société prend le risque du grand saut quand *tout* vaut mieux que la demeure. En 1917, il y a la guerre à millions de morts, il y a la famine, il y a le dernier degré de la misère — si c'est ça, en avant et sans regret pour le communisme (« communisme »). Le capitalisme contemporain a atteint un niveau de développement où les agents ont encore le sentiment d'avoir trop à perdre à l'abandonner — puissance de la capture capitaliste. Rien de ceci n'interdit de travailler à faire croître le désir de communisme, à en montrer en fait l'impérieuse nécessité, et même *les* impérieuses nécessités : climatique, anti-technofasciste, anti-impérialiste. Tout plutôt que la demeure viendra. Mais 2027, c'est demain, et il faudra bien faire avec l'état de demain.

Alors la logique gouvernementale reprendra les choses en main. Les gouvernements sont des forces d'ordre. Dont il ne faut pas se cacher non plus qu'ils capitalisent sur des désirs d'ordre majoritaires — l'envers du « encore trop à perdre ». De toute façon, les forces institutionnelles, les forces grandes dans les cadres institutionnels, ne veulent pas les explosions institutionnelle en tout cas pas au-delà d'un certain stade. Il n'y a qu'au Mexique que « Parti Révolutionnaire Institutionnel » n'est pas un oxymore.

Dans l'intervalle, l'allié populaire du gouvernement, allié contradictoire à durée déterminée, lui aura permis de poser le vrai rapport de force avec la bourgeoisie — qui aurait sinon balayé les ateliers constituants comme fétus. Et l'aura poussé plus loin qu'il ne serait allé de son propre mouvement. Mine de rien, « plus loin », ça peut être assez loin. Jusqu'où finalement ?, ce sera déterminé par le rapport de force entre les masses et « leur » gouvernement. En 1936, le gouvernement, les syndicats, le PCF disent « pas plus loin » parce que nul n'est prêt à assumer un processus révolutionnaire et ses conséquences — possiblement une guerre civile. Poser à nouveau la question pour 2027, c'est a fortiori y répondre : les niveaux de tension et de violence politique ne se comparent pas — pas encore. Les risques (les chances) d'emballement révolutionnaire sont des plus modérés. Un gouvernement disposé aux compromis de la « stabilité sociale globale » veillera de toute façon à ce qu'on n'approche pas des seuils que le capital considérerait comme menace à caractère existentiel, sans qu'on sache d'ailleurs très bien où ils se trouvent, ni si désormais le capital ne considère pas la moindre contrariété comme « existentielle ».

Imaginons tout de même, par exemple, qu'en deçà de ses seuils critiques (?), le capital apeuré fuie quelques lieux, selon sa manière habituelle : en mettant clé sous la porte. Quelle excellente nouvelle : les salariés restent, les savoir-faire restent, et cette fois les équipements restent — car la police, dûment

missionnée, sera là pour interdire les déménagements nocturnes dont le patronat spoliateur a la pratique. Les machines ne sont du capital que sous la férule du capital. Le capital parti, il reste, par préemption salariale juridiquement instituée, la propriété collective d'usage, instituée pareillement. Dont le périmètre gagne à mesure que le capital se retire. Quelque chose comme une subduction progressive de la république bourgeoise par la république sociale. Ça n'est déjà pas si mal. Voilà en tout cas où l'activité constituante trouve sa pertinence : *après*, et non avant. Les Constitutions viennent après, pour ratifier les victoires — par exemple les modifications des formes juridiques de la propriété —, pas avant quand il n'y a encore rien de tangible, et surtout aucun rapport de force bien posé. Les Constitutions en apesanteur n'ont aucun pouvoir de changer quoi que ce soit. Ce sont les luttes *et leurs conquêtes* qui leur donnent du lest.

Hypothèse 1 (pilule bleue) ? Hypothèse 2 (pilule rouge) ?

Y aura-t-il vraiment à choisir ? Ou bien les événements choisiront-ils pour nous ? Ceux qui nous viennent dessus sont considérables, un peu plus que les qualifier de « facteurs propices » ne le laissait entendre. Et personne n'a l'air de s'en rendre bien compte. Dans le meilleur des cas on parle de pétrole, de tarif du gaz et de prix à la pompe. Si seulement. En fait deux crises nous viennent dessus, chacune énorme, plus une troisième constituée par le système d'interactions explosif des deux précédentes. Une (multi-)crise financière, qui, fait nouveau, ne s'allume pas dans un seul compartiment de la finance, mais clignote aux quatre coins du tableau des marchés. Une crise économique résultant de la dislocation de chaînes d'approvisionnement névralgiques, qui touche le pétrole en direct, et toute la chaîne de la pétrochimie à sa suite, avec des risques de pénurie d'intrants, notamment en provenance d'Asie, vouées à se propager le long des lignes de la division internationale du travail.

L'explosion combinée qui va s'en suivre ne restera pas dans les tuyaux de l'économie. Si elle a la violence qu'on lui anticipe, elle se convertira en déflagrations sociales et en événements politiques de proportions historiques. La scène qui s'ouvrira d'ici quelques mois n'aura rien du *business as usual*. Les forces politiques de gauche, quelles que soient les logiques qui les gouvernent, donc quels que soient les agendas que ces logiques déterminent, devraient bien mesurer (mieux qu'elles ne le font actuellement) l'exceptionnalité des temps qui viennent, et s'y préparer. Il faut être prêt quand l'histoire sonne à la porte. Pilule rouge.

Frédéric Lordon

voir la suite avec d'autres articles très intéressants...

La crise financière qui vient par Frédéric Lordon, 16 mars 2026
<https://blog.mondediplo.net/la-crise-financiere-qui-vient>